

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 20 Février 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

MEPC. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal

Dans le cadre des échanges avec les autres départements ministériels, le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération a effectué, ce jeudi 19 février 2026, une visite de travail au Ministère des Infrastructures et des Transports terrestres et aériens. A cette occasion, le ministre Yankhoba Diémé et son homologue de l'Economie, Abdourahmane Sarr, ont eu des échanges fructueux sur plusieurs thématiques, notamment l'alignement de la mise en œuvre de la LPS du MITTA et la doctrine de transformation systémique de la SND. Cette dernière promet plus d'espace pour l'initiative privée à travers le développement des PPP, le recyclage et la valorisation des actifs, etc. Ainsi, pour Yankhoba Diémé, les transports constituent des catalyseurs de souveraineté, grâce la création d'un réseau durable et des transports collectifs performants. De son côté, après un rappel de la situation macroéconomique, Abdourahmane Sarr a insisté sur le caractère essentiel de la nouvelle doctrine de transformation systémique du pays, qui repose sur les alternatives de financement des projets prioritaires hors bilan de l'Etat central. Désormais, pour chaque franc CFA public investi, le gouvernement compte y associer l'investissement privé.

https://web.facebook.com/story.php?story_fbid=1235529628701184&id=100067324742649&mibextid=wwXIfr&rdid=DYcSE0j60I91PsGV#

LE SOLEIL. Transformation Systémique : Le MITTA et le MEPC scellent un pacte de performance à Diamniadio

Dans le cadre de sa tournée des ministères sectoriels, le Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a été reçu, ce jour, à Diamniadio par son homologue des Transports Terrestres et Aériens, Yankoba Diémé. Au cœur des échanges : l'alignement stratégique sur la stratégie nationale de développement (SND) 2025-2029 et la fin de l'endettement systématique. L'heure n'est plus aux projets isolés ou aux « approches clonées ». C'est le message fort martelé par Yankoba Diémé lors de la visite de travail d'Abdourahmane Sarr dans les locaux du Ministère des Transports Terrestres et Aériens (MITTA). Dans une ambiance empreinte de solennité en ce mois de Ramadan et de Carême, les deux ministres ont affiché une synergie totale pour porter la nouvelle vision « Sénégal 2050 ». Le Ministre de l'Économie, Abdourahmane Sarr, a posé un diagnostic sans complaisance de la situation macroéconomique du pays. Avec un endettement extérieur atteignant environ 70 % du PIB, la rupture est désormais une nécessité budgétaire. « L'ère où l'on envoyait systématiquement tous les projets au ministère du Plan pour un financement par des bailleurs extérieurs est révolue », a déclaré M. Sarr.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/transformation-systemique-le-mita-et-le-mepc-scellent-un-pacte-de-performance-a-diamniadio/>

SUD QUOTIDIEN. Financement du développement : une nouvelle doctrine pour rompre avec l'endettement



En visite hier, jeudi, au ministère des Transports terrestres et aériens, le ministre de l'Économie, Abdourahmane Sarr, a acté avec son homologue Yankoba Diémé un changement de cap majeur : réduire la dépendance à la dette extérieure et faire de l'investissement privé le moteur d'une croissance plus structurante et territorialisée. Dans le cadre de sa tournée de concertation auprès des départements ministériels, Abdourahmane Sarr, ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, s'est rendu au siège du ministère des Transports terrestres et aériens, à Diamniadio, pour une séance de travail avec Yankoba Diémé. Organisée dans le climat de recueillement propre aux mois de Ramadan et de Carême, la rencontre a permis d'aligner la politique sectorielle des transports sur la Stratégie nationale de développement (SND) 2025-2029. Elle a surtout marqué une volonté politique claire : rompre avec la culture de l'endettement systématique. Le diagnostic posé par le ministre de l'Économie est sans ambiguïté.

<https://www.sudquotidien.sn/financement-du-developpement-une-nouvelle-doctrine-pour-rompre-avec-lendettement/>

FINANCIAL AFRIK. Le Sénégal passe en catégorie 7, le niveau de risque le plus élevé, par l'OCDE

Le reclassement du Sénégal en catégorie 7 – le niveau de risque le plus élevé – par Organisation de coopération et de développements économiques dans le cadre de son Arrangement sur les crédits à l'exportation constitue un signal fort adressé aux marchés internationaux. Publiée le 30 janvier 2026, cette évaluation ne vaut ni sanction politique.....

<https://www.financialafrik.com/2026/02/19/le-senegal-passe-en-categorie-7-le-niveau-de-risque-le-plus-eleve-par-locde/>

SENEWEB. PPP et infrastructures, promesse d'accélération ou dette différée

Le recours aux partenariats public privé s'est imposé dans de nombreux pays africains comme une réponse pragmatique au déficit d'infrastructures. Routes, hôpitaux, centrales électriques ou plateformes portuaires exigent des montants d'investissement que les budgets nationaux, souvent contraints, peinent à absorber seuls. En confiant à un opérateur privé la conception, le financement et parfois l'exploitation d'un ouvrage, l'État espère accélérer la réalisation des projets sans inscrire immédiatement l'intégralité du coût dans sa dette publique. L'attrait de ce modèle tient à sa capacité à mobiliser une épargne internationale abondante et à répartir certains risques techniques ou opérationnels. Dans des secteurs comme l'énergie ou les transports, plusieurs pays ont pu mettre en service des infrastructures stratégiques grâce à ces montages contractuels. Les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ont accompagné cette dynamique en promouvant des cadres juridiques dédiés et des unités spécialisées au sein des administrations.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/ppp-et-infrastructures-promesse-dacceleration-ou-dette-differee_n_484032.html

SENEWEB. La fiabilité budgétaire comme ancrage de la crédibilité financière

La qualité des données budgétaires dépasse largement la sphère comptable. Elle conditionne la manière dont un État est perçu par les investisseurs, les institutions multilatérales et ses propres citoyens. Des comptes publics cohérents, exhaustifs et



publiés à échéance régulière réduisent l'incertitude et facilitent l'accès aux marchés. À l'inverse, des écarts inexpliqués, des engagements mal documentés ou des révisions tardives altèrent la confiance et se traduisent souvent par une hausse des primes de risque. Les agences de notation intègrent explicitement la solidité des systèmes d'information financière dans leur appréciation du risque souverain. Une dette partiellement recensée, des garanties implicites non déclarées ou des arriérés accumulés hors des documents officiels peuvent modifier brutalement l'évaluation d'un pays. Dans plusieurs économies émergentes ces dernières années, la révélation d'obligations non comptabilisées a provoqué un renchérissement immédiat du coût d'emprunt et un repli des investisseurs internationaux.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/la-fiabilite-budgetaire-comme-ancrage-de-la-credibilite-financiere_n_484043.html

RTS. ESS ET RSE : LE GOUVERNEMENT MISE SUR UNE STRATÉGIE INTÉGRÉE POUR UNE ÉCONOMIE INCLUSIVE

Le ministre de la Microfinance, de l'Économie sociale et solidaire, Alioune Dione, a réaffirmé, jeudi, l'engagement du gouvernement à créer des « synergies fortes » entre la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et l'Économie sociale et solidaire (ESS), dans l'objectif de bâtir un écosystème économique plus inclusif et durable. « Aujourd'hui, la vision politique du gouvernement est claire. Il faut créer des synergies et renforcer la cohérence entre ces deux axes stratégiques », a déclaré le ministre lors de l'ouverture d'un atelier national de concertation sur la Stratégie nationale de développement de l'ESS et la Stratégie nationale d'encouragement à la RSE. Cette rencontre de deux jours réunit des représentants de départements ministériels, des élus, des organisations professionnelles, des experts, des acteurs économiques, des universitaires et de jeunes participants.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/ess-et-rse-le-gouvernement-mise-sur-une-strategie-integree-pour-une-economie-inclusive>

APS. RSE et économie sociale et solidaire : Alioune Dione appelle à une convergence opérationnelle

Le ministre de la Microfinance, de l'Économie sociale et solidaire, Alioune Dione, a réaffirmé, jeudi, la volonté du gouvernement de créer des "synergies fortes" entre la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et l'Économie sociale et solidaire (ESS), en vue de bâtir un écosystème économique plus inclusif et durable. "Aujourd'hui, la vision politique du gouvernement est claire. Il faut créer des synergies et renforcer la cohérence entre ces deux axes stratégiques", a-t-il déclaré. Le ministre Alioune Dione présidait l'ouverture d'un atelier national de concertation sur la Stratégie nationale de développement de l'Économie sociale et solidaire (ESS) et la Stratégie nationale d'encouragement à la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

<https://aps.sn/rse-et-economie-sociale-et-solidaire-alioune-dione-appelle-a-une-convergence-operationnelle/>

LE SOLEIL. Contrat de performance Senelec-Etat du Sénégal: Les indicateurs globaux atteignent la barre des 100 %

Le ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines et la Senelec ont évalué, hier, jeudi 19 février, le Contrat de performance (Cdp) sur la période 2021-2024. Elle est marquée par la satisfaction à plus de 100 % des indicateurs. Le ministère de l'Énergie, du Pétrole



et des Mines et la Senelec ont organisé, hier, jeudi 19 février, à Dakar, un atelier de présentation des résultats du Contrat de performance (Cdp) couvrant la période 2021-2024. Pour le ministre Birame Soulèye Diop, les résultats consolidés sur la période, à travers les différents indicateurs de performance, témoignent des efforts consentis par la Senelec pour l'atteinte des objectifs qui lui sont assignés. À l'en croire, les valeurs affichées de l'indicateur global dépassent la barre des 100 %. M. Diop pense qu'il est possible de constater, sur le plan pratique, la contribution significative du Cdp à l'amélioration des performances globales de la Senelec, perceptible notamment à travers le renforcement et la modernisation progressive du parc de production et l'extension du réseau électrique qui couvre désormais l'ensemble du territoire national.
<https://lesoleil.sn/actualites/economie/contrat-de-performance-senelec-etat-du-senegal-les-indicateurs-globaux-atteignent-la-barre-des-100/>

APS. Le marché carbone, une "opportunité exceptionnelle" pour le Sénégal (responsable Enabel)

Le marché carbone représente pour le Sénégal "une opportunité exceptionnelle" des mobiliser des financements additionnels pour le développement durable, estime Abou El Mahassine Fassi-Fihri, directeur pays d'Enabel, l'agence belge de coopération internationale. "Le marché carbone représente pour le Sénégal des opportunités de mobiliser des financements additionnels pour des projets de développement durable, d'attirer des investissements privés dans les secteurs verts et de créer des emplois dans les filières de la transition écologique", a-t-il dit. Il intervenait, jeudi à Dakar, lors d'un atelier consacré au projet de décret réglementant le fonctionnement du marché carbone au Sénégal, en présence du conseiller technique numéro un du ministre de l'Environnement et de la Transition écologique, Ababacar Dieng, d'élus locaux et des partenaires techniques.

<https://aps.sn/le-marche-carbone-une-opportunite-exceptionnelle-pour-le-senegal-directeur/>

LE SOLEIL. Congrès africain de l'eau 2028 : la pirogue du leadership africain accoste à Dakar

Le Sénégal a officiellement été investi pays hôte du Congrès africain de l'eau 2028, à l'issue d'un processus salué comme un succès diplomatique et institutionnel majeur. Selon un communiqué de la Société nationale des eaux du Sénégal (SONES), les symboles de cet honneur – la pirogue et la pagaie – ont été remis au ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Cheikh Tidiane Dièye, marquant le retour de « l'Afrique de l'eau » à Dakar, 32 ans après le congrès de 1994. Une cérémonie symbolique entre Yaoundé et Diamniadio. Remis à Yaoundé, au Palais des Congrès, ces symboles ont ensuite été officiellement transmis au ministre lors d'une cérémonie organisée en prélude à une réunion tenue à Diamniadio. À cette occasion, le Directeur général de SONES, Abdoul Niang, également président du Comité Sénégal, a tenu à remercier le ministre pour son engagement personnel.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/congres-africain-de-leau-2028-la-pirogue-du-leadership-africain-accoste-a-dakar/>

FINANCIAL AFRIK. Sénégal : Hausse de 11 574 tonnes des captures de la pêche à fin novembre 2025



Le cumul des captures de la pêche industrielle et artisanale du Sénégal au terme des 11 premiers mois de l'année 2025 a enregistré une hausse de 11 574 tonnes comparé à la même période de l'année 2024, selon les données établies par la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE) basée à Dakar.....

<https://www.financialafrik.com/2026/02/19/senegal-hausse-de-11-574-tonnes-des-captures-de-la-peche-a-fin-novembre-2025/>

LEJECOS. Sénégal : Le déficit commercial s'aggrave en octobre 2025

Selon les données publiées par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), le solde commercial du Sénégal s'est établi à -107,8 milliards de francs Cfa en octobre 2025, contre -81,9 milliards de francs Cfa le mois précédent, soit une aggravation du déficit de 25,9 milliards de francs Cfa sur la période. Cette évolution s'explique par une progression plus marquée des importations, en hausse de 293,9 milliards de francs Cfa, comparativement aux exportations, qui ont augmenté de 268,0 milliards de francs Cfa en variation mensuelle, selon la même source. La croissance des exportations a été essentiellement portée par la bonne tenue des ventes d'huiles brutes de pétrole, en augmentation de 106,8 milliards de francs Cfa, ainsi que de l'or non monétaire (+104,9 milliards de francs Cfa). Les exportations d'acide phosphorique ont également contribué à cette dynamique, avec une hausse de 19,1 milliards de francs Cfa, d'après l'Ansd. Cette progression a toutefois été partiellement freinée par le recul des exportations de certains produits, notamment le titane (-1,4 milliard de francs Cfa), les phosphates (-1,3 milliard de francs Cfa), le ciment hydraulique (-0,9 milliard de francs Cfa) et les conserves de poissons (-0,8 milliard de francs Cfa).

https://www.lejecos.com/Senegal-Le-deficit-commercial-s-aggrave-en-octobre-2025_a30380.html

LEJECOS. Zone Ocde : La croissance du Pib continue de présenter une situation contrastée

La croissance du Pib a présenté une situation contrastée parmi les 24 pays de l'Ocde pour lesquels des données étaient disponibles au quatrième trimestre 2025. Selon un communiqué, par rapport au troisième trimestre 2025, dix pays ont enregistré une accélération de la croissance du Pib et deux n'ont connu aucun changement, tandis que sept ont affiché un ralentissement et cinq ont enregistré une contraction. En conséquence, la croissance du Pib dans l'Ocde a légèrement ralenti à 0.3 % au T4 2025, contre 0.4 % au trimestre précédent, selon des estimations provisoires. S'agissant des pays du G7, renseigne la même source, la croissance s'est accélérée en Allemagne et en Italie, atteignant 0.3 % dans les deux pays, contre respectivement 0.0 % et 0.2 % au T3 2025. Dans ces deux pays, la croissance a été soutenue par des hausses de la consommation des ménages et des administrations publiques ; en Italie, une augmentation de l'investissement a également apporté une contribution positive. En revanche, renseigne le document, la croissance a ralenti en France au T4, à 0.2 % contre 0.5 % au trimestre précédent, le déstockage continuant de peser sur l'activité.

https://www.lejecos.com/Zone-Ocde-La-croissance-du-Pib-continue-de-presenter-une-situation-contrastee_a30378.html

AGENCE ECOFIN. Sénégal : hausse du potentiel de la future mine d'or Diamba Sud avant la construction



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

Avec Diamba Sud, le canadien Fortuna Mining planifie la troisième mine de son portefeuille aurifère, sa deuxième en Afrique de l'Ouest après le site ivoirien de Séguéla. Une décision finale d'investissement (FID) est attendue cette année, en vue de lancer la phase de construction. Au Sénégal, les ressources aurifères indiquées du projet Diamba Sud atteignent désormais 1,25 million d'onces, en hausse de 73 % par rapport à l'estimation précédente. La compagnie minière canadienne Fortuna Mining en a fait l'annonce le jeudi 19 février, dans un contexte où elle prévoit de faire avancer cette future mine vers la phase de construction cette année. Un nouveau pas vers la FID. Fortuna Mining précise que cette estimation actualisée résulte des forages menés sur le projet entre juillet 2025 et janvier 2026. Concrètement, elle traduit une augmentation du nombre d'onces d'or classées dans la catégorie de ressources dites « indiquées », laquelle est jugée plus fiable que celle des ressources « inférées ».

<https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/2002-135997-senegal-hausse-du-potentiel-de-la-future-mine-d-or-diamba-sud-avant-la-construction>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Homosexualité : le gouvernement sénégalais valide un projet de loi pour durcir la législation sur les « actes contre nature »

Adopté en Conseil des ministres dans la soirée du mercredi 18 février, le texte prévoit d'alourdir les peines prévues pour les personnes reconnues coupables d'« *actes contre nature* » et de les étendre aux organisations qui font « *l'apologie* » des relations homosexuelles. La nouvelle loi doit cependant encore recevoir l'approbation des députés avant d'entrer en vigueur. C'était une promesse électorale du Pastef aujourd'hui au pouvoir : au [Sénégal](#), un projet de loi plus répressif contre l'homosexualité a été adopté en Conseil des ministres, dans la soirée du mercredi 18 février. Porté par le gouvernement, il prévoit notamment de durcir les peines prévues dans l'article 319 du Code pénal pour les personnes reconnues coupables d'actes dits « *contre nature* », mais aussi de modifier la définition et d'interdire la promotion de ces derniers.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260220-s%C3%A9n%C3%A9gal-le-gouvernement-ent%C3%A9rme-un-projet-de-loi-visant-%C3%A0-durcir-la-l%C3%A9gislation-sur-l-homosexualit%C3%A9>

JEUNE AFRIQUE. Au Sénégal, le gouvernement va soumettre un projet de loi visant à « durcir les peines » pour homosexualité

Le pays est secoué par deux affaires distinctes, l'une portant sur des accusations d'homosexualité et l'autre sur des faits de pédocriminalité présumée. Un climat propice aux amalgames, qui explique le choix des autorités de donner un tour de vis législatif. Le gouvernement [sénégalais](#) va soumettre aux députés un projet de loi visant à « durcir les peines » réprimant les relations homosexuelles, alors que le pays est agité



par deux affaires distinctes d'homosexualité et de pédocriminalité présumées qui ont conduit à une série d'arrestations. Dans un court communiqué, [le gouvernement](#) annonce avoir « examiné et adopté », le 18 février en Conseil des ... <https://www.jeuneafrique.com/1767205/politique/au-senegal-le-gouvernement-va-soumettre-un-projet-de-loi-visant-a-durcir-les-peines-pour-homosexualite/>

TV5 MONDE INFO. Sénégal : des étudiants dans la précarité

Au Sénégal, les étudiants de l'université Cheick Anta Diop se retrouvent dans une situation très précaire. D'autant plus depuis les affrontements du 9 janvier et la mort d'un étudiant, qui a entraîné la fermeture du campus social où les étudiants se restauraient. Ce mardi 17 février, les étudiants ont lancé une grève de trois jours. Au cœur du conflit : la question des bourses.

<https://information.tv5monde.com/afrique/video/senegal-des-etudiants-dans-la-precarite-2810316>

JEUNE AFRIQUE. Côte d'Ivoire : ce qu'il faut retenir de l'emprunt obligatoire record à 1,3 milliard de dollars

Grâce à une demande historique des investisseurs, la Côte d'Ivoire a réussi à lever 1,3 milliard de dollars sur les marchés internationaux à un taux record de 5,39 %, le plus bas d'Afrique subsaharienne depuis cinq ans. La Côte d'Ivoire confirme son statut d'émetteur de référence en Afrique subsaharienne. Comme annoncé par nos confrères d'Africa Business +, le 18 février, le pays a réalisé une nouvelle émission obligatoire sur les marchés internationaux, levant 1,3 milliard de dollars pour une maturité de 15 ans. L'opération a suscité un appétit notable des investisseurs internationaux. Elle a été sursouscrite cinq fois, avec un livre d'ordres ayant atteint un pic à 6,3 milliards de dollars, portée par la participation de près de 270 investisseurs.

<https://www.jeuneafrique.com/1767125/economie-entreprises/cote-divoire-ce-qui-faut-retenir-de-lemprunt-obligataire-record-a-13-milliard-de-dollars/>

LE 360. Afrique : le poids des agences de notation contestée

Standard & Poor's, Moody's et Fitch dominent les marchés financiers mondiaux, mais leur influence sur l'Afrique est de plus en plus critiquée. Des voix comme celle du président nigérian Bola Tinubu dénoncent la « prime africaine » et plaident pour la création d'une agence continentale capable de mieux refléter les réalités économiques du continent. Cet article est une revue de presse tirée de Challenge. Les agences de notation occupent aujourd'hui une place centrale dans l'économie mondiale, mais leur rôle et leur influence ne font pas l'unanimité. Chaque publication de notation peut faire basculer la confiance des marchés, influencer sur les stratégies des investisseurs et, parfois, peser sur les décisions économiques des États.

https://fr.le360.ma/economie/afrique-le-poids-des-agences-de-notation-conteste_J2F6N5H42BGPLMWVYRXWHTBMK4/

LE MONDE. Air France parie plus que jamais sur l'Afrique, destination rentable et en croissance

La directrice générale d'Air France a célébré le 11 février les 90 ans de la présence de la compagnie française au Sénégal. Près d'un siècle après, l'expansion de l'offre de la compagnie sur le continent africain est deux fois plus rapide que sur l'ensemble de ses vols long-courriers. Pour rejoindre Dakar, le 11 février, Anne Rigail, directrice générale



d'Air France, a choisi d'être accompagnée des principaux cadres dirigeants du réseau Afrique de la compagnie aérienne. Un déplacement un peu exceptionnel pour celle qui dit « ne pas beaucoup voyager pour ne pas rester très longtemps loin de Roissy » et des bureaux de la compagnie aux abords de l'aéroport Paris - Charles-de-Gaulle (Val-d'Oise).

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/02/19/air-france-parie-plus-que-jamais-sur-l-afrique-destination-rentable-et-en-croissance_6667468_3234.html

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE. Jeunesse africaine : le compte à rebours de l'emploi productif est lancé

Foresight Africa 2026 alerte : douze millions de jeunes arrivent chaque année sur un marché qui n'offre que trois millions d'emplois formels. Le défi est systémique, pas seulement statistique. Le rapport Foresight Africa 2026 – Top priorities and recommendations for Africa pose un diagnostic sans ambiguïté : l'Afrique fait face à la plus rapide expansion de population active au monde. D'ici à 2050, le continent pourrait compter environ 740 millions de personnes supplémentaires en âge de travailler. Chaque année déjà, douze millions de jeunes arrivent sur le marché du travail, alors que seulement trois millions d'emplois salariés formels sont créés. L'écart est structurel.

<https://www.adiac-congo.com/content/jeunesse-africaine-le-compte-rebours-de-l-emploi-productif-est-lance-169133>

LE FIGARO. Aux États-Unis, la trajectoire inquiétante des finances publiques

Le Bureau du budget du Congrès (CBO) alerte sur l'envolée de la dette, dont le coût est supérieur au budget du Pentagone, prévoyant un doublement de son coût d'ici 2036. « Le budget est sur une trajectoire insoutenable sur laquelle des déficits élevés vont se traduire par des taux d'intérêt élevés et des paiements d'intérêts qui ne cessent de croître, augmentant les déficits à venir ». Cette mise en garde, devant la Commission du budget du Sénat, remonte à... 2005. Elle sortait de la bouche du patron de la Réserve fédérale, Alan Greenspan. À l'époque, les États-Unis devaient verser, en intérêts, 352 milliards de dollars par an à leurs créanciers. Aujourd'hui ce montant a triplé. Et la même mise en garde est lancée par le Bureau du budget du Congrès (Congressional Budget Office, CBO), qui prévoit une dette publique à 118% du PIB en 2035 contre 100% en 2025.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/aux-etats-unis-la-trajectoire-inquietante-des-finances-publiques-20260220>

COURRIER INTERNATIONAL. Trump dévoile le premier volet des investissements japonais aux États-Unis

Des investissements colossaux, à hauteur de 550 milliards de dollars, avaient été promis par le Japon à l'administration Trump l'été dernier, à l'issue du bras de fer sur la hausse des droits de douane. Leur teneur, floue jusqu'à présent, a été éclaircie par le président américain ce 18 février. Mais la méfiance persiste du côté des entreprises nippones. Un total de 550 milliards de dollars, soit 465 milliards d'euros. C'est le montant des investissements dans l'économie américaine promis par les autorités japonaises à Washington, à l'été 2025, en contrepartie de concessions sur les droits de douane. Malgré ce chiffre astronomique, un flou régnait quant à la teneur exacte des projets concernés. Cinq mois plus tard, une annonce du président américain a mis



fin à cette période de flottement. Le 18 février, Donald Trump a dévoilé sur le réseau Truth Social les détails du premier volet de ces investissements, qui atteint 36 milliards de dollars (30 milliards d'euros).

https://www.courrierinternational.com/article/accord-trump-devoile-le-premier-volet-des-investissements-japonais-aux-etats-unis_240813

LA TRIBUNE. Commerce mondial : le mythe du détournement des produits chinois vers l'Europe

Pour la Banque centrale européenne, la montée en puissance des exportations de Pékin vers l'UE en 2025 ne résulte pas d'un simple report lié aux taxes américaines. La BCE appelle à la vigilance face au risque déflationniste. Le repositionnement commercial de la Chine ne répond pas à une mécanique de vases communicants aussi simple qu'escompté. Selon une analyse publiée ce mercredi 18 février par la Banque centrale européenne (BCE) dans son bulletin mensuel, la redirection d'une partie des flux chinois vers le Vieux Continent en 2025 s'explique davantage par des dynamiques de long terme que par les barrières douanières érigées par Washington. Si les exportations chinoises vers les États-Unis ont accusé un repli sévère de 20 % sur l'année écoulée — soit une perte de 104 milliards de dollars en valeur —, la résilience globale du commerce extérieur de Pékin impressionne. Les expéditions totales ont progressé de 5,5 % en 2025, contre 4,6 % l'année précédente. Ce dynamisme repose sur une percée sur les marchés alternatifs : + 13 % vers l'Asean, + 7 % vers l'Amérique latine et un bond spectaculaire de 26 % vers l'Afrique.

<https://www.latribune.fr/article/economie/international/7344212885433514/commerce-mondial-le-mythe-du-detournement-des-produits-chinois-vers-l-europe>

INVESTING. Le FMI maintient ses prévisions de croissance pour la Chine à 4,5% en 2026

Le Fonds monétaire international a maintenu inchangées ses prévisions de croissance économique pour la Chine à 4,5% pour 2026, selon son examen annuel de l'économie chinoise pour 2025 publié mercredi. Malgré le maintien de ces prévisions, le FMI a souligné les risques potentiels auxquels est confrontée la deuxième économie mondiale, pointant notamment la faiblesse de la demande intérieure et le ralentissement de l'économie mondiale comme principales préoccupations. Lors d'une conférence de presse à Pékin en décembre, la directrice générale du FMI Kristalina Georgieva a révélé avoir encouragé les décideurs politiques chinois à faire ce qu'elle a appelé le « choix courageux » d'accélérer les réformes structurelles. Elle a également souligné la nécessité pour la Chine de réduire la dépendance de son économie de 19.000 milliards de dollars aux exportations. Les commentaires de Georgieva sont intervenus à l'issue des discussions du Fonds avec le gouvernement chinois concernant le rapport 2025, qui a servi de base à l'évaluation économique actuelle.

<https://fr.investing.com/news/economy-news/le-fmi-maintient-ses-previsions-de-croissance-pour-la-chine-a-45-en-2026-93CH-3276781>

France 24. Piratage de données bancaires : la France "très mauvaise élève" en matière de cybersécurité

Le ministère de l'Économie a annoncé mercredi qu'un "acteur malveillant" a eu accès, depuis fin janvier, à 1,2 million de comptes du fichier national de données bancaires. Une intrusion qui met en lumière les ratés de la cybersécurité française, que déplorent



plusieurs experts interrogés par France 24. "Depuis maintenant près de deux ans, il ne se passe pas une semaine voire une journée sans qu'on entende parler d'une nouvelle fuite de données en France". Tels sont les mots de Clément Domingo, expert en cybersécurité et "hacker éthique", après la révélation mercredi 18 février d'une nouvelle défaillance des services publics en matière de protection des données. Le ministère de l'Économie a révélé dans un communiqué qu'un "acteur malveillant" a pu accéder, depuis fin janvier, à 1,2 million de comptes du fichier national des comptes bancaires (Ficoba).

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9co-tech/20260220-piratage-de-donn%C3%A9es-bancaires-la-france-tr%C3%A8s-mauvaise-%C3%A9l%C3%A8ve-en-mati%C3%A8re-de-cybers%C3%A9curit%C3%A9>

BFMTV. La France reste la championne mondiale du tourisme avec un nouveau record de 102 millions de visiteurs accueillis en 2025 mais l'Espagne est en embuscade

La France a accueilli 102 millions de visiteurs internationaux en 2025 contre 100 millions en 2024, permettant d'enregistrer des recettes record de 77,5 milliards d'euros. "On n'est jamais à l'abri d'une bonne nouvelle", a plaisanté la ministre du Tourisme et des PME Serge Papin lors d'une présentation du bilan touristique 2025 à Bercy. Et pour cause, il a de quoi se réjouir. La France a encore battu son record de visiteurs étrangers avec 102 millions de touristes en 2025, soit 2 millions de plus qu'en 2024. C'est une progression de 3% par rapport à l'an dernier et une hausse de 13% par rapport à 2019. Avec ce record, la France reste la première destination mondiale en nombre de visiteurs étrangers (l'Espagne est 2ème avec 97 millions de touristes internationaux). Mais ce n'est pas le seul indicateur qu'il faut observer. Car la France a beau attirer les vacanciers, ils dépensent beaucoup moins que ceux qui se rendent en Espagne.

https://www.bfmtv.com/economie/consommation/la-france-reste-la-championne-mondiale-du-tourisme-avec-un-nouveau-record-de-102-millions-de-visiteurs-accueillis-en-2025-mais-l-espagne-est-en-embuscade_AV-202602190400.html

